Conseil LÉGISLATIF 04 08. 1980

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 3 juillet 1980, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant le Code électoral en vue de garantir une représentation de la population de langue allemande au sein des Chambres législatives", a donné le 25 juillet 1980 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 3e juli 1980 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van het Kieswetboek ten einde de Duitstalige bevolking een vertegenwoordiging te waarborgen in de Wetgevende Kamers", heeft de 25e juli 1980 het volgend advies gegeven :

La proposition de loi tend, d'après son intitulé, "à modifier le Code électoral en vue de garantir une représentation de la population de langue allemande au sein des Chambres législatives".

Cette présentation n'est pas exacte. D'une part, telle qu'elle est rédigée, la proposition n'aura pas pour effet de "garantir", c'est-à-dire de rendre certaine, la représentation de la population de langue allemande au sein des Chambres législatives; d'autre part, la notion de "représentation" d'une partie de la population belge n'est pas compatible avec le principe inscrit dans l'article 32 de la Constitution, aux termes duquel "les membres des deux Chambres (législatives) représentent la Nation et non uniquement la province ou la subdivision de province qui les a nommés".

Il est, dès lors, suggéré de donner à la proposition, l'intitulé qui sera repris dans le texte proposé à la fin du présent avis.

OBSERVATIONS GENERALES.

I. La proposition prévoit la possibilité de présenter, dans l'arrondissement de Verviers, des listes de candidats qui solliciteraient plus particulièrement les suffrages des électeurs de langue allemande.

Chacune de ces listes pourrait éventuellement faire usage d'un même sigle et d'un même numéro d'ordre qu'une autre liste de l'arrondissement et pourrait s'apparenter non seulement avec des listes présentées dans

d'autres arrondissements de la province de Liège, mais également avec une autre liste de l'arrondissement de Verviers.

Les sièges à conférer dans l'arrondissement de Verviers seraient répartis entre, d'une part, ces listes spéciales et, d'autre part, les autres listes, proportionnellement aux nombres de voix obtenues par chacun de ces deux groupes de listes.

Les sièges revenant au groupe des listes "allemandes" seraient distribués au sein de ce groupe en fonction des quotients calculés conformément à l'article 174 du Code électoral, "les votes valables utiles à l'élection de ce ou de ces candidats ne (pouvant plus) être comptés pour le calcul du chiffre provincial des listes apparentées".

L'apparentement spécial, qui nécessite un ajout à l'article 132 du Code électoral, est de nature à favoriser les candidats qui se présentent sur les listes "allemandes". Il appartiendra au législateur d'apprécier si la reconnaissance d'une communauté culturelle allemande et d'une région linguistique allemande implique, de la part du Constituant, la constatation d'une situation objective propre à la population de langue allemande et justifiant qu'un régime de faveur, contraire a priori au principe d'égalité, soit établi au profit des listes autorisées à solliciter plus particulièrement les suffrages des électeurs de langue allemande.

.../...

II. Les développements de la proposition de loi exposent qu'une proposition antérieure tendait à créer un arrondissement électoral séparé de celui de Verviers, groupant les neuf communes de langue allemande et comptant quelque 65.000 habitants. Suivant le système de répartition des mandats parlementaires prévu par le Code électoral, un seul siège au maximum à la Chambre des représentants pourrait être attribué à ce nouvel arrondissement. Partant de cette constatation, l'auteur de la présente proposition de loi se demande "si la constitution d'un arrondissement électoral ne comportant qu'un seul siège est compatible avec l'article 48 de la Constitution" aux termes duquel "les élections se font par le système de la représentation proportionnelle".

Quoi qu'il en soit de la réponse à cette question, la proposition actuelle contient deux dérogations à la règle de la représentation proportionnelle, par le fait : 1° qu'elle impose de façon absolue une attribution préalable du siège ou des sièges (donc, en réalité, d'un siège) aux listes "allemandes" (nouvel article 174bis, alinéa 4), ce qui revient à dire que, pour peu que les listes "allemandes" aient obtenu ensemble le nombre de voix auquel la proposition attache l'attribution d'un siège, celui-ci ira à celle de ces listes qui aura obtenu le chiffre électoral le plus élevé, quel que soit ce chiffre; 2° qu'elle exclut les voix de cette liste de la répartition provinciale (nouvel article 174bis, alinéa 5), ce qui constitue une discrimination, non seulement à l'égard de cette liste, mais également à l'égard des listes qui se seraient groupées avec elle.

.../...

En outre, la formule "les votes valables utiles à l'élection de ce ou de ces candidats" n'a pas de contenu absolu, la répartition prévue au pénultième alinéa ayant lieu, non en fonction d'un diviseur fixe, mais en fonction des rapports numériques entre les résultats électoraux obtenus par les différentes listes.

L'article 4 du texte proposé à la fin du présent avis n'encourt pas cette double critique. Cette disposition limite le régime spécial d'une façon expresse au cas où la répartition se ferait en application des articles 176 à 178; elle déroge à ces dispositions dans la mesure nécessaire à assurer d'une façon certaine l'attribution aux listes "allemandes" du nombre de sièges auquel le total des voix obtenues par ces listes donne proportionnellement droit par rapport au total des votes émis dans l'arrondissement de Verviers et elle traite toutes les voix émises sur des listes "allemandes" de la même manière. En outre, elle complète la proposition de loi par une disposition pour le cas où un ou plusieurs sièges revenant aux listes "allemandes" ne pourraient être attribués à ces listes pour la raison qu'aucune de ces listes ne remplirait ni les conditions pour l'obtention immédiate de ce siège ou de ces sièges en application des articles 167, 168 et 174, ni les conditions pour être admise à la répartition complémentaire prévue aux articles 176 à 178.

EXAMEN DES ARTICLES.

L'article 117bis que la proposition de loi tend à insérer dans le Code électoral, traite de deux matières

.../...

différentes : la présentation de listes distinctes de candidats qui "désirent solliciter spécifiquement les suffrages des électeurs de langue allemande" et l'apparentement spécial dont les candidats aux élections législatives dans l'arrondissement de Verviers bénéficieront.

Il est recommandé de traiter ces deux matières dans des articles distincts, la première matière faisant l'objet d'un article 117bis à insérer dans le Code électoral et d'un ajout à l'article 128 du même Code, la seconde donnant lieu à une modification de l'article 132 du Code électoral et à l'insertion dans ce Code d'un article 178bis.

Le Conseil d'Etat propose à la fin du présent avis un texte de ces dispositions nouvelles.

Article 1er (de la proposition de loi).

Il ne suffit pas de prévoir que les candidats qui désirent solliciter particulièrement les suffrages des électeurs de langue allemande pourront présenter des listes distinctes. L'acte de présentation des candidats, déposé entre les mains du président du bureau principal d'arrondissement, devra mentionner cette intention.

Il y a discordance entre l'alinéa 2 de l'article 117bis proposé et les développements de la proposition. D'après ceux-ci, les candidats qui s'adressent plus spécialement aux

.../...

électeurs de langue allemande doivent se présenter ("se présenteront") sous un même numéro et sigle, ce qui, dans l'intention de l'auteur de la proposition, signifie qu'ils se présenteront sous un même numéro et sous un même sigle que ceux d'une liste de candidats s'adressant sans distinction à tous les électeurs de l'arrondissement. A l'alinéa 2 de l'article 117bis, cette obligation de se présenter sous un même numéro et sous un même sigle, devient une faculté ("peuvent se présenter"). C'est la seconde version qui doit être adoptée.

.../...

Article 2 (de la proposition de loi).

A. Cette disposition tend à insérer un article 143bis dans le Code électoral.

La présentation des candidats sur les bulletins de vote dans l'arrondissement de Verviers, dont traite cet article, serait mieux à sa place dans un nouvel alinéa à insérer dans l'article 128 du Code électoral qui traite de la confection des bulletins de vote.

B. D'après la proposition de loi, ces bulletins comprendraient deux volets, le recto pour "les listes de l'ensemble de l'arrondissement de Verviers" et le verso pour les listes de candidats qui sollicitent particulièrement les suffrages des électeurs de langue allemande.

Ce mode d'impression des bulletins présente deux inconvénients. D'une part, le bulletin replié après le vote fera nécessairement apparaître une partie des listes de candidats, ce qui est de nature à compromettre le secret du vote. D'autre part, l'impression recto-verso du bulletin risque de donner un certain avantage aux listes qui tomberont les premières sous les yeux de l'électeur.

Afin de pallier ces inconvénients, il est proposé de s'inspirer de la loi du 16 novembre 1978 relative aux élections du Parlement européen, dont l'article 16 dispose que le bulletin de vote destiné à la circonscription électorale bruxelloise est formulé conformément à un modèle annexé à la loi. Ce modèle présente, tête-bêche, les listes des candidats du collège électoral français et les listes des candidats du collège électoral néerlandais.

.../...

Article 3 (de la proposition de loi).

Cette disposition tend à insérer dans le Code électoral un nouvel article 144bis aux termes duquel l'électeur, dans l'arrondissement électoral de Verviers, "émet son vote à son choix sur un des deux volets du bulletin de la manière prévue par l'article 144".

Les dispositions proposées sont superflues et peuvent dès lors être omises. En effet, des articles précédents qui seront insérés dans le Code, il résulte clairement que l'électeur, dans l'arrondissement de Verviers, aura le choix entre les listes de candidats sollicitant les suffrages de tous les électeurs sans distinction et les listes de candidats qui sollicitent plus particulièrement les suffrages des électeurs de langue allemande. Quant à l'article 144 du Code électoral, qui détermine le mode de vote, il va de soi qu'il est d'application comme tous les autres articles du Code auxquels la présente proposition de loi ne déroge pas.

Les dispositions prévues dans ce nouvel article 144bis, pourraient figurer dans des instructions.

Article 4 (de la proposition de loi).

A. Outre les critiques formulées au sujet de cet article dans la partie générale du présent avis, il y a lieu de faire observer que la proposition ne précise pas de quelle

.../...

manière sera attribué le siège ne revenant pas entièrement à l'un ou à l'autre des deux groupes. Cette lacune pourrait être comblée en rendant applicable à cette répartition une règle analogue à celle figurant aux articles 167 et 176 (système D'Hondt).

B. Il serait, au surplus, préférable d'insérer la nouvelle disposition de l'article 4 entre les articles 178 et 179 du Code électoral, plutôt qu'entre les articles 174 et 175 de ce Code.

Le Conseil d'Etat propose le texte suivant, sous réserve de l'appréciation qu'il appartiendra aux Chambres législatives de porter, conformément à l'observation générale n° I :

"PROPOSITION DE LOI PORTANT DES DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX ELECTIONS LEGISLATIVES DANS L'ARRONDISSEMENT ELECTORAL DE VERVIERS.

- - - - - - - - - - -

Article 1er. -

Un article 117bis, libellé comme suit, est inséré dans le Code électoral :

"Article 117bis. Dans l'arrondissement de Verviers, des candidats sollicitant plus particulièrement les suffrages des électeurs de langue allemande, peuvent être présentés sur des listes distinctes.

L'acte de présentation mentionne cette intention.

.../...

Pour l'application de l'article 115bis, un même sigle et un numéro d'ordre commun peuvent simultanément être accordés à une liste présentée en application de l'alinéa 1er et à une autre liste de l'arrondissement".

Article 2. -

Dans l'article 128 du même Code, l'alinéa 5 est complété par la disposition suivante :

"Toutefois, dans l'arrondissement de Verviers, les listes présentées en application de l'article 117bis, alinéa 1er, sont disposées tête-bêche conformément au modèle annexé à la présente loi".

Article 3. -

L'article 132 du même Code est complété par un deuxième alinéa, libellé comme suit :

"Pour l'application de l'alinéa premier, les listes présentées dans l'arrondissement de Verviers conformément à l'article 117bis, alinéa 1er, sont considérées comme ayant été présentées dans un arrondissement distinct".

Article 4. -

Un article 178bis libellé comme suit est inséré dans le même Code :

"Article 178bis. Si, dans l'arrondissement de Verviers, les listes présentées en application de l'article 117bis ont droit

.../...

ensemble à un ou plusieurs sièges en vertu de l'alinéa 2 du présent article, les articles 176 et 177 sont appliqués comme si ces listes, d'une part, et les autres listes de l'arrondissement de Verviers, d'autre part, avaient été déposées dans deux arrondissements distincts, sous la réserve toutefois qu'il n'est pas tenu compte de cette scission pour le calcul des quotients et fractions de siège de chaque liste qui sont à prendre en considération pour l'application desdits articles 176 et 177.

Préalablement aux opérations prévues aux articles 176 et 177, le bureau central provincial divise le total des chiffres électoraux des listes présentées en application de l'article 117bis ainsi que le total des chiffres électoraux des autres listes respectivement par 1, 2, 3, etc. et range les quotients ainsi obtenus dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence du nombre de sièges à conférer dans l'arrondissement de Verviers. Il attribue à chacun des deux groupes de listes autant de sièges que le total des chiffres électoraux des listes qui composent ce groupe comprend de fois le moins élevé de ces quotients. Le siège revenant à titre égal aux deux groupes de listes est attribué au groupe dont le total des chiffres électoraux est le plus élevé.

Les sièges qui ne peuvent être attribués à aucun candidat des listes du groupe auquel ils reviennent en vertu de l'alinéa 2, sont attribués aux autres listes de l'arrondissement de Verviers".

Doel van het wetsvoorstel is, te oordelen naar het opschrift, het Kieswetboek te wijzigen "ten einde de Duitstalige bevolking een vertegenwoordiging te waarborgen in de Wetgevende Kamers".

Dit is geen juiste voorstelling van zaken. Eensdeels zal het voorstel, zoals het geformuleerd is, niet meebrengen dat de vertegenwoordiging van de Duitstalige bevolking in de Wetgevende Kamers "gewaarborgd", dat wil zeggen zeker gesteld wordt; anderdeels is het begrip "vertegenwoordiging" van een deel van de Belgische bevolking niet bestaanbaar met het in artikel 32 van de Grondwet neergelegde beginsel dat "de leden van beide Kamers de Natie vertegenwoordigen en niet enkel de provincie of de onderverdeling van een provincie die hen heeft benoemd".

In de aan het slot van dit advies voorgestelde tekst wordt dan ook een ander opschrift in overweging gegeven.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. Het wetsvoorstel opent de mogelijkheid om in het arrondissement Verviers kandidatenlijsten in te dienen die specifiek een beroep op de stem van de Duitstalige kiezers doen.

Ieder van die lijsten zou eventueel gebruik mogen maken van hetzelfde letterwoord en hetzelfde volgnummer als een andere lijst uit het arrondissement en zou zich kunnen verbinden, niet alleen met de in andere arrondissementen van de provincie Luik ingediende lijsten maar ook met een andere lijst uit het arrondissement Verviers.

.../...

De in het arrondissement Verviers toe te kennen zetels zouden verdeeld worden over die bijzondere lijsten aan de ene en de overige lijsten aan de andere kant, in verhouding tot het aantal stemmen dat door ieder van beide lijstengroepen is behaald.

De zetels die naar de groep Duitstalige lijsten gaan, zouden binnen in die groep verdeeld worden volgens de overeenkomstig artikel 174 van het Kieswetboek te berekenen quotiënten, waarbij "de voor de verkiezing van die kandidaat of kandidaten vereiste geldige stemmen niet (meer) in aanmerking komen voor de berekening van het provinciaal cijfer van de verbonden lijsten"

Bijzondere lijstenverbinding, waarvoor aanvulling van artikel 132 van het Kieswetboek nodig is, kan de op Duitstalige lijsten opkomende kandidaten bevoordelen. Het is zaak van de wetgever uit te maken of erkenning van een Duitstalige Cultuurgemeenschap en van een Duits taalgebied mede inhoudt dat de Grondwetgever het bestaan heeft geconstateerd van een objectieve, aan de Duitstalige bevolking eigen situatie die wettigt dat voor de lijsten die specifiek een beroep op de stem van de Duitstalige kiezers mogen doen, een a priori tegen het gelijkheidsbeginsel ingaande gunstregeling wordt ingevoerd.

II. De toelichting bij het wetsvoorstel memoreert dat een vroeger wetsvoorstel strekte om een apart, van het arrondissement Verviers onderscheiden kiesarrondissement op te richten, dat uit de negen Duitstalige gemeenten zou bestaan en circa 65.000 inwoners zou tellen. In het systeem waarin het

.../...

Kieswetboek voor de verdeling van de parlementsmandaten voorziet, zou er naar dat nieuwe arrondissement ten hoogste één zetel in de Kamer van Volksvertegenwoordigers kunnen gaan. Van die vaststelling uitgaande vraagt de indiener van het aan de orde zijnde wetsvoorstel zich af "of de vorming van een kiesarrondissement met slechts één zetel verenigbaar is met artikel 48 van de Grondwet", luidens hetwelk "de verkiezingen geschieden volgens het stelsel van evenredige vertegenwoordiging dat door de wet wordt vastgesteld".

Wat het antwoord op die vraag ook moge zijn, het onderhavige voorstel wijkt in tweeërlei opzicht af van de regel der evenredige vertegenwoordiging : 1° doordat het op volstrekte wijze voorafgaande toewijzing van de zetel of zetels (in werkelijkheid dus één zetel) aan de Duitstalige lijsten voorschrijft (nieuw artikel 174bis, vierde lid), hetgeen erop neerkomt dat, zodra de Duitstalige lijsten samen het aantal stemmen hebben behaald dat volgens het voorstel de toewijzing van een zetel meebrengt, die zetel naar die van de bedoelde lijsten zal gaan welke het hoogste kiescijfer heeft behaald, wat dat cijfer ook moge zijn; 2° doordat het de stemmen van die lijst uitsluit voor de provinciale verdeling (nieuw artikel 174bis, vijfde lid), hetgeen discriminatie oplevert, niet enkel ten aanzien van die lijst maar mede ten aanzien van al de mogelijk daarmee verbonden lijsten.

Bovendien heeft de formule "de voor de verkiezing van die kandidaat of kandidaten vereiste geldige stemmen" geen absolute inhoud, want de in het voorlaatste lid bepaalde verdeling geschiedt niet volgens een vaste deler maar volgens de numerieke verhouding tussen de verkiezingsuitslagen die door de verschillende lijsten zijn behaald.

.../...

Met artikel 4 van de achteraan in dit advies voorgestelde tekst is dat tweeledige bezwaar ondervangen. Die bepaling beperkt de bijzondere regeling uitdrukkelijk tot het geval dat de verdeling met toepassing van de artikelen 176 tot 178 zou geschieden; ze wijkt van die artikelen slechts in zoverre af als nodig is opdat de Duitstalige lijsten met zekerheid het aantal zetels krijgen waarop het totaal aantal door die lijsten behaalde stemmen verhoudingsgewijs recht geeft ten opzichte van het totaal aantal in het arrondissement Verviers uitgebrachte stemmen, en ze behandelt alle op Duitstalige lijsten uitgebrachte stemmen op gelijke wijze. Ze voegt aan het wetsvoorstel bovendien een bepaling toe voor het geval dat een of meer van de aan de Duitstalige lijsten toekomende zetels niet aan die lijsten mochten kunnen worden toegewezen omdat geen enkele ervan voldoet, noch aan de vereisten om die zetel of zetels direct met toepassing van de artikelen 167, 168 en 174 te verkrijgen, noch aan de voorwaarden om mede in aanmerking te komen voor de in de artikelen 176 tot 178 bepaalde aanvullende verdeling.

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

In het nieuwe artikel 117bis dat het wetsvoorstel in het Kieswetboek bedoelt in te voegen, worden twee verschillende zaken behandeld : de indiening van afzonderlijke kandidatenlijsten "die specifiek een beroep wensen te doen op de stemmen van de Duitstalige kiezers" en de bijzondere lijstenverbinding ten voordele van de kandidaten voor de parlementsverkiezing in het arrondissement Verviers.

Het verdient aanbeveling die twee aangelegenheden in aparte artikelen te behandelen. De eerste zou stof zijn voor een in het Kieswetboek in te voegen artikel 117bis, met aan-

.../...

vulling van artikel 128 van dat Wetboek; de tweede zou onderwerp zijn van een wijziging van artikel 132 van het genoemde Wetboek en invoeging hierin van een nieuw artikel 178bis.

De Raad van State geeft aan het slot van zijn advies voor die nieuwe bepalingen een tekst in overweging.

Artikel 1 (van het wetsvoorstel).

Er kan niet worden volstaan met de bepaling dat de kandidaten die specifiek een beroep wensen te doen op de stemmen van de Duitstalige kiezers, afzonderlijke lijsten kunnen indienen. Van die bedoeling moet blijken in de aan de voorzitter van het arrondissementshoofdbureau te overhandigen kandidatenvoordracht.

Er is discrepantie tussen het tweede lid van het voorgestelde artikel 117bis en de toelichting die het voorstel daarbij geeft. Volgens de toelichting moeten de kandidaten die specifiek een beroep op de Duitstalige kiezers doen, opkomen onder hetzelfde nummer en letterwoord ("komen ... op"). In de gedachte van de indiener van het voorstel betekent dit dat zij opkomen onder hetzelfde nummer en met hetzelfde letterwoord als een van de kandidatenlijsten die zich richten tot alle kiezers van het arrondissement zonder onderscheid. In het tweede lid van artikel 117bis wordt die verplichting om onder hetzelfde nummer en hetzelfde letterwoord op te komen een mogelijkheid ("kunnen indienen"). De tweede lezing moet als de juiste worden aangenomen.

.../...

Artikel 2 (van het wetsvoorstel).

A. Die bepaling strekt om in het Kieswetboek een artikel 143bis in te voegen.

De in dat artikel behandelde voorstelling van de kandidaten op de stembiljetten in het arrondissement Verviers ware meer op haar plaats, als een nieuwe alinea, in artikel 128 van het Kieswetboek, dat handelt over het opmaken van de stembiljetten.

B. Volgens het wetsvoorstel bestaan die biljetten uit twee zijden : de voorzijde voor de "lijsten van het gehele arrondissement Verviers"; de keerzijde voor de lijsten van de kandidaten die zich specifiek tot de Duitstalige kiezers richten.

Aan zulk een opmaak zijn wel een aantal nadelen verbonden. Ten eerste zal het na het stemmen toegevouwen stembiljet onvermijdelijk een deel van de kandidatenlijsten te zien geven, en dat kan het geheim van de stemming in gevaar brengen. Vervolgens levert het feit dat het stembiljet aan beide zijden bedrukt is het risico op dat de lijsten die de kiezer het eerst onder ogen krijgt, enigermate worden bevoordeeld.

Om die bezwaren te ondervangen werke men naar het voorbeeld van de wet van 16 november 1978 betreffende de verkiezingen van het Europese Parlement, die in artikel 16 bepaalt dat het stembiljet voor de Brusselse kieskring opgemaakt wordt naar het bij de wet gevoegde model; op dat model komen kop aan staart de kandidatenlijsten van het Franse en de kandidaten-

.../...

lijsten van het Nederlandse kiescollege voor.

Artikel 3 (van het wetsvoorstel).

Die bepaling bedoelt in het Kieswetboek een nieuw artikel 144bis in te voegen, luidend dat de kiezer in het kiesarrondissement Verviers zijn stem naar keuze uitbrengt op één der twee zijden van het stembiljet, op de wijze vermeld in artikel 144.

De voorgestelde bepalingen zijn overbodig en kunnen dan ook achterwege blijven. Uit de voorgaande, in het Wetboek in te voegen artikelen blijkt immers duidelijk dat de kiezer in het arrondissement Verviers de keuze zal hebben tussen kandidatenlijsten die zich tot alle kiezers zonder onderscheid richten en de kandidatenlijsten die specifiek een beroep op de Duitstalige kiezers doen. Het spreekt voorts vanzelf dat artikel 144 van het Kieswetboek, dat de wijze van stemmen bepaalt, hier toepassing vindt, evenals alle overige artikelen van dat Wetboek waar het wetsvoorstel niet van afwijkt.

Het in dat nieuwe artikel 144bis voorgeschrevene kan in de onderrichtingen komen.

Artikel 4 (van het wetsvoorstel).

A. Naast hetgeen op dat artikel in het algemene gedeelte van dit advies is aangemerkt, zij erop gewezen dat het voorstel niet nader aangeeft hoe de toewijzing geschiedt van

.../...

de zetel die niet geheel aan deze of gene van beide groepen mocht toekomen. Om in die leemte te voorzien verklare men op die verdeling een soortgelijke regel toepasselijk als in de artikelen 167 en 176 is neergelegd (stelsel D'Hondt).

B. Bovendien lijkt het verkieslijk de nieuwe bepaling van artikel 4 in te voegen tussen de artikelen 178 en 179 van het Kieswetboek, en niet tussen de artikelen 174 en 175.

De Raad van State geeft, onder voorbehoud van het oordeel dat de wetgever volgens de algemene opmerking 1 behoort uit te spreken, de volgende tekst in overweging :

"WETSVOORSTEL HOUDENDE BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR DE PARLEMENTSVERKIEZING IN HET KIESARRONDISSEMENT VERVIERS".

- - - - - - - - - - - - -

Artikel 1.-

In het Kieswetboek wordt een artikel 117bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 117bis. In het arrondissement Verviers kunnen de kandidaten die specifiek een beroep op de stem van de Duitstalige kiezers doen, afzonderlijke lijsten indienen.

.../...

Van die bedoeling wordt melding gemaakt in de akte van voordracht.

Voor de toepassing van artikel 115bis kunnen terzelfdertijd aan een krachtens het eerste lid ingediende lijst en aan een andere lijst van het arrondissement een zelfde letterwoord en een gemeenschappelijk volgnummer worden toegekend".

Artikel 2.-

In artikel 128 van hetzelfde Wetboek wordt het vijfde lid met de volgende bepaling aangevuld :

"In het arrondissement Verviers worden de met toepassing van artikel 117bis, eerste lid, ingediende lijsten evenwel kop aan staart geplaatst overeenkomstig het bij deze wet gevoegde model".

Artikel 3.-

Artikel 132 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Voor de toepassing van het eerste lid worden de in het arrondissement Verviers overeenkomstig artikel 117bis, eerste lid, ingediende lijsten geacht in een afzonderlijk arrondissement te zijn ingediend".

Artikel 4.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 178bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"Artikel 178bis. Wanneer in het arrondissement Verviers de overeenkomstig artikel 117bis ingediende lijsten te zamen op een of meer zetels recht hebben ingevolge het bepaalde in het tweede lid van dit artikel, worden de artikelen 176 en 177 toegepast alsof die lijsten enerzijds en de overige lijsten van het arrondissement Verviers anderzijds ingediend waren in twee afzonderlijke arrondissementen, met dien verstande echter dat op die splitsing niet wordt gelet voor het bepalen van de quotiënten en de breuken voor zeteltoewijzing van iedere lijst die voor de toepassing van de artikelen 176 en 177 in aanmerking moeten worden genomen.

Vóór de in de artikelen 176 en 177 bepaalde verrichtingen deelt het provinciaal centraal bureau het totaal van de kiescijfers van de overeenkomstig artikel 117bis ingediende lijsten, alsook het totaal van de kiescijfers van de overige lijsten, onderscheidenlijk door 1, 2, 3, enz. en rangschikt het de aldus verkregen quotiënten in de volgorde van hun belangrijkheid ten belope van het aantal in het arrondissement Verviers toe te kennen zetels. Het wijst aan elk van de twee lijstengroepen evenveel zetels toe als het aantal keren dat het laagste van die quotiënten begrepen is in het totaal van de kiescijfers van de lijsten welke die groep vormen. De zetel die evenzeer aan de twee lijstengroepen toekomt, wordt toegewezen aan de groep waarvoor het totaal van de kiescijfers het hoogst is.

De zetels die niet kunnen worden toegewezen aan een kandidaat van de lijsten van de groep waaraan ze ingevolge het tweede lid toekomen, worden toegewezen aan de overige lijsten van het arrondissement Verviers".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. DEPONDT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : M. BENARD, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par MM. J. NIMMEGEERS, premier auditeur, et J. SALMON, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de HH. J. NIMMEGEERS, eerste auditeur, en J. SALMON, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. BENARD. P. TAPIE.